



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC) - 09 février 2009

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions du CNC ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse du CNC n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication-CNC

La Presse Canadienne, 9 février 2009 - Ottawa n'a aucun projet pour venir en aide à l'industrie aérospatiale

Malgré les mises à pied annoncées la semaine dernière chez Bell Helicopter à Mirabel et Bombardier aéronautique à Montréal, le gouvernement fédéral ne voit pas de raison de mettre sur pied un programme d'aide à l'industrie aérospatiale.

De passage à l'Agence spatiale canadienne, lundi à Longueuil, le ministre de l'Industrie et responsable de l'Agence, Tony Clement, et son collègue des Travaux publics, Christian Paradis, ont tous deux dit croire que l'industrie est en assez bonne posture pour passer au travers de la crise.

Les deux ministres ont rappelé que l'annonce de mises à pied chez Bombardier en raison d'une baisse de demande pour les avions d'affaires était aussi accompagnée d'une annonce d'embauche pour les avions commerciaux.

Le ministre Paradis a par ailleurs fait valoir que le dernier budget comprenait des mesures du côté de l'assurance-emploi et de la formation pour soutenir les personnes qui perdent leur emploi, en plus d'autres mesures pour faciliter l'accès des entreprises au crédit dont l'industrie aérospatiale pourrait se prévaloir.

Selon le ministre Paradis, "la situation est vraiment différente" entre les industries automobile et aérospatiale.

"En matière aérospatiale, on est des leaders, des chefs de file ici dans la région de Montréal", a dit M. Paradis.

Tony Clement, pour sa part, a soutenu que le gouvernement venait aussi en aide à l'industrie aérospatiale par le biais de ses achats d'équipements militaires.

"Nous n'avons pas encore donné d'argent à l'industrie automobile, a dit le ministre Clement. Ils (les constructeurs automobiles nord-américains) n'ont pas encore respecté les conditions que nous avons fixées. Ce sera sur une base d'affaires, parce que nous voulons maintenir notre part de 20 pour cent de l'industrie automobile en Amérique du Nord, ce qui est important pour l'ensemble du pays, pas seulement pour l'Ontario.

"Dans l'aérospatiale, nous avons une industrie solide qui sera encore ici dans l'avenir. Elle va continuer de bénéficier de notre soutien, de nos mesures fiscales et de nos investissements. Il n'est pas nécessaire d'aller plus loin pour l'instant", a ajouté le ministre de l'Industrie.

Réagissant à ces propos, le président de l'Association des industries aérospatiales du Canada, Claude Lajeunesse, a reconnu que l'industrie était effectivement en bonne posture, mais il estime que cette situation pourrait se détériorer.

Il a rappelé que le premier ministre Stephen Harper lui-même avait promis 200 millions \$ pour soutenir la recherche et le développement dans le secteur aérospatial.

"Le premier ministre avait promis 200 millions \$ (...) et ce 200 millions \$ ne se retrouve pas dans le budget, a dit M. Lajeunesse en entrevue. Je pense que c'est très important pour notre industrie, si on veut qu'elle soit compétitive dans les prochaines années, que cette somme soit investie."

Selon M. Lajeunesse, les fabricants canadiens sont confrontés à des concurrents qui, eux, sont soutenus par leurs gouvernements. Il affirme que, sans aide gouvernementale, l'industrie ne sera pas prête à profiter de la reprise dans les prochaines années.

M. Lajeunesse a également rappelé que l'industrie a demandé à Ottawa de revoir au plus tôt les procédures d'achat d'équipement militaire afin d'assurer un maximum de retombées pour l'industrie canadienne, mais que les gestes requis se font toujours attendre.

Le 2 février dernier, Bell Helicopter annonçait la mise à pied de 500 des 2100 travailleurs de son usine de Mirabel pour une période de trois mois, en raison du ralentissement économique.

Trois jours plus tard, Bombardier aéronautique devait se départir de 1360 travailleurs, dont 710 à Montréal, en raison d'un ralentissement dans les ventes d'avions d'affaires. En contrepartie, l'avionneur annonçait l'embauche de 830 personnes pour ses activités liées aux avions

commerciaux.

Les ministres Clement et Paradis étaient à l'Agence spatiale pour y rencontrer les employés et faire la promotion du budget fédéral, qui a alloué 110 millions \$ sur trois ans à l'Agence afin de permettre à celle-ci de poursuivre ses travaux en matière de robotique spatiale.

Après les bras canadiens et le robot Dextre, l'Agence travaille désormais à la conception de véhicules tout-terrain pour l'exploration planétaire en vue d'éventuelles missions sur la Lune ou sur Mars.

La Voix du Sud, 9 février 2009 - Paul Crête dénonce l'inertie des conservateurs dans les secteurs manufacturier, forestier et agricole

Désigné parrain de la région de la Chaudière-Appalaches lors du conseil général du Bloc Québécois, qui s'est tenu le 7 février dernier à Saint-Hyacinthe, le député de Montmagny-L'Islet-Kamouraska-Rivière-du-Loup, Paul Crête, se fait le porte-parole des entreprises et des travailleurs malmenés par la crise.

«Les conservateurs ont fait la sourde oreille en n'offrant pas le soutien nécessaire aux entreprises manufacturières, forestières et agricoles qui éprouvent actuellement de graves difficultés financières. Les travailleurs qui perdront leur emploi ne sont pas davantage soutenus financièrement, puisque les critères de qualification à l'assurance-emploi sont toujours aussi rigides et les deux semaines de carences sont maintenues», a fait valoir M. Crête, entouré des membres des exécutifs des circonscriptions de Beauce, Mégantic-L'Érable, Lévis-Bellechasse, Lotbinière-Chute-de-la-Chaudière et de son comté.

«Après ces échanges fructueux, il m'apparaît évident que les députés conservateurs de la région ont tourné le dos à l'économie de Chaudière-Appalaches. Les mesures de soutien qui auraient permis de préserver le maximum d'emplois ici ne sont pas au budget. Il aurait fallu encourager les entreprises de chez nous et mieux soutenir nos gens. C'est ce à quoi nous nous attaquerons comme alternative aux conservateurs en Chaudière-Appalaches», a-t-il conclu.

Ludovic Côté

NPD, 7 février 2009 - Le chômage : les jeunes Canadiens subissent un dur coup

Les jeunes Canadiens sont particulièrement touchés par la crise économique actuelle. « Il est choquant de voir jusqu'à quel point le ralentissement économique touche les jeunes Canadiens », a dit la porte-parole du NPD pour les jeunes, Niki Ashton.

28 000 Canadiens de 15 à 24 ans ont perdu leur emploi en janvier, ce qui a fait augmenter le taux de chômage pour atteindre 12,7 pour cent. Au cours des trois derniers mois, le taux de chômage des jeunes a augmenté de 2,9 pour cent, ce qui représente environ 75 000 emplois.

« Ces chiffres ne tiennent pas compte des milliers de jeunes qui ne réussissent même pas à intégrer le marché du travail, a dit la députée Ashton. Souvent, les jeunes tombent entre les mailles du filet et ne font pas partie des statistiques. »

La députée Ashton déplore l'absence d'une stratégie claire et à long terme pour l'emploi des jeunes dans le budget fédéral.

« Il faut se pencher sur la situation avec laquelle les jeunes Canadiens sont aux prises, a dit la députée Ashton. En faisant fi des difficultés éprouvées par tant de jeunes qui essaient de trouver leur premier emploi, ce gouvernement ouvre la porte à un plus gros problème à l'avenir. »

La Presse, 7 février 2009 - Les victimes : Face à la détérioration rapide de l'économie canadienne, des mesures d'urgence s'imposent pour venir en aide aux chômeurs.

Dans son récent budget, le gouvernement Harper a franchi un pas dans la bonne direction en prolongeant de 45 à 50 le nombre maximal de semaines de prestations. Malheureusement, un premier irritant majeur persiste: tous les nouveaux chômeurs doivent absorber les deux premières semaines à leurs frais. Ce délai de carence est injustifiable. Il devient particulièrement intolérable alors que la récession s'accélère.

Les données du mois de janvier font craindre une crise de l'ampleur vécue au début des années 80 et 90. Des travailleurs risquent de perdre leur emploi par dizaines de milliers, tous les mois, au cours des deux prochaines années. Sans compter qu'il est impossible à ce stade-ci de prévoir jusqu'à quel point la situation va se dégrader tant que les États-Unis, notre principal partenaire, n'aura pas atteint le fond du baril.

En mars, le Bloc québécois entend déposer un projet de loi visant à abolir la pénalité de deux semaines. Non seulement il a raison, mais le ministre des Finances, Jim Flaherty, doit agir en ce sens dès maintenant. Personne ne demande à perdre son emploi. C'est déjà assez stressant de se retrouver sur le carreau, de ne pas savoir si on sera capable de joindre les deux bouts, sans se retrouver privé de revenus pendant 15 jours.

Avant 1993, lorsqu'on pouvait encore bénéficier de prestations d'assurance-chômage en remettant sa démission, la franchise pouvait s'expliquer. Mais aujourd'hui, ça ne tient pas la route. Le gouvernement devrait à tout le moins s'engager à suspendre la pénalité pendant une période de deux ans, en attendant que le Canada sorte de cette mauvaise passe.

Le gouvernement fédéral pourrait évidemment augmenter les cotisations pour financer cette

mesure qui coûterait 600 millions. Comme il a déjà pigé allègrement dans la caisse de l'assurance-emploi ces dernières années pour rembourser la dette, il serait de bon ton de retourner l'ascenseur et de tolérer une hausse supplémentaire du déficit.

En outre, il s'agirait d'une aide efficace qui aurait des retombées bénéfiques sur la relance de la consommation, vitale à un rebond de l'économie: on peut présumer que les chômeurs dépenseront leur chèque.

Une autre avenue mérite aussi d'être envisagée pour améliorer le sort de nos chômeurs: l'augmentation du plafond des prestations. Le maximum est présentement établi à 447\$ par semaine si votre salaire annuel s'élève à 42 000 dollars. Comme cela équivaut grosso modo au revenu moyen, presque la moitié des chômeurs reçoivent donc moins de 50% de leur salaire en prestations. Beaucoup d'emplois à revenus plus élevés seront balayés par la récession. Pour ces travailleurs, remplir leurs obligations financières deviendra presque une mission impossible. Un coup de pouce additionnel ne serait pas un luxe.

C'est bien beau de saupoudrer des réductions d'impôt pour l'ensemble des contribuables. Mais il faudrait commencer par mieux traiter ceux qui sont touchés de plein fouet par les affres de la récession.

Jean-Pascal Beaupré

La Presse, 7 février 2009 - La Grande Faucheuse s'abat sur l'emploi

La récession que vit le Canada n'aura sans doute pas toute l'ampleur des deux précédentes, mais c'est une faucheuse d'emplois plus rapide.

En trois mois, le pays se retrouve avec moins de jobs qu'il y a un an. Le mois dernier seulement, 129 000 postes ont disparu d'un océan à l'autre, presque tous à temps plein. C'est au moins le triple de ce à quoi s'attendaient les experts.

Il s'agit du pire chiffre depuis le début de cette série de Statistique Canada, en 1976, mais le quatrième recul en importance d'un point de vue relatif (0,8%). "Même les États-Unis n'ont pas connu une telle détérioration de leur marché de l'emploi en l'espace d'un mois", s'étonne Sébastien Lavoie, économiste à Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

L'Enquête sur la population active (EPA) montre que le taux de chômage a bondi de 6,6% à 7,2% entre décembre et janvier. D'aucuns le voient maintenant franchir la barre des 8% d'ici quelques mois. Il y a un an, il se situait à 5,8%.

En trois mois à peine, 212 700 emplois ont été supprimés, effaçant tous les gains de 2008. Cela représente un repli de 1,2% depuis le sommet d'octobre.

"La détérioration du marché du travail n'était pas aussi grande à ce stade-ci de la récession lors des deux épisodes précédents (1981-1982, 1990-1992), fait remarquer Benoit P. Durocher, économiste principal chez Desjardins. Il est surprenant de voir la vitesse à laquelle le marché du travail se dégrade."

L'Ontario et la Colombie-Britannique sont les deux provinces les plus touchées le mois dernier. Dans la province voisine, la perte de 71 000 emplois, dont la moitié en usines, aura fait bondir son taux de chômage de 7,2% à 8,0%. Il s'agit là aussi de la baisse d'emplois la plus forte depuis 1976.

Pour la première fois, ce taux supplante celui du Québec qui est passé de 7,3% à 7,7% le mois dernier. C'est néanmoins son taux le plus élevé en deux ans.

La société distincte a perdu 25 800 emplois le mois dernier, tous à temps partiel cependant. Ces postes étaient concentrés dans l'administration publique et liés aux élections provinciales de décembre.

Il s'est créé au Québec encore beaucoup d'emplois dans l'enseignement et la santé qui échappent aux cycles économiques, mais aussi dans les services professionnels et d'hébergement de même que dans le commerce.

Secteur manufacturier

En revanche, le secteur manufacturier a été décimé davantage que celui de l'Ontario, toutes proportions gardées, avec 30 000 emplois sabrés.

Comme l'EPA a été menée du 11 au 17 janvier, elle n'a pu capter encore la suppression de quelques centaines d'emplois de l'usine de Rio Tinto Alcan à Beauharnois, annoncée la semaine suivante.

Les travailleurs en usine ne sont pas au bout de leurs peines avec l'effondrement des marchés d'exportation et le ralentissement de la consommation. "Le secteur manufacturier a toujours son importance, souligne Avery Shenfeld, économiste chez Marchés mondiaux CIBC. On ne déclenche pas une récession en se faisant couper les cheveux moins souvent."

En fait, la fabrication est la grande responsable des résultats affreux de l'EPA en janvier avec plus de 100 000 coupes à elle seule. "Le chiffre publié n'est donc pas aussi grave qu'il ne paraît en ce qui a trait à la diffusion, nuance Yanick Desnoyers, économiste principal à la Financière Banque Nationale. La croissance de l'emploi se maintient d'une année à l'autre dans le secteur producteur de services et contraste toujours fortement avec la situation aux États-Unis et les récessions antérieures au Canada."

Chez l'Oncle Sam

Si la chute de l'emploi n'a pas été aussi brutale en janvier chez l'Oncle Sam, elle reste importante.

Pour le troisième mois d'affilée, l'hécatombe dépasse les 500 000 jobs, la pire séquence depuis les années 30. Les 598 000 perdus en janvier portent à 3,57 millions le nombre d'emplois fauchés, le pire bilan depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le taux de chômage a bondi de 7,2% à 7,6%.

Ces chiffres ne montrent pas toute l'étendue du drame américain.

Le département du Travail calcule que, si on ajoute le nombre de chômeurs qui ont renoncé à se chercher activement du travail, le taux de sans-emplois passe de 7,6% à 8,0%. Si on joint à eux ceux qui ne travaillent pas autant d'heures qu'ils le souhaiteraient, ceux qu'on appelle les sous-employés, le taux atteint 13,9%.

Le nombre d'heures travaillées dans le secteur privé a reculé de 0,7% en janvier après un repli de 0,8% en décembre.

Voilà pourquoi le président Barack Obama a exhorté hier le Sénat à adopter son plan d'urgence de plus de 900 milliards qui déplaît aux républicains.

"Il est inexcusable et irresponsable de notre part de nous retrouver ainsi empêtrés, retardés, pris dans nos querelles politiciennes alors que des millions d'Américains sont licenciés, a-t-il dit hier. La situation ne saurait être plus grave, ces chiffres demandent qu'on agisse."

Rudy Le Cours

La Presse, 7 février 2009 - Pertes d'emplois Commotion à Ottawa

Le premier ministre Stephen Harper prévient les Canadiens que les mauvaises nouvelles économiques risquent de s'accumuler au cours des prochains mois.

De passage à Miramichi, au Nouveau-Brunswick, où il a annoncé de nouveaux investissements pour la réfection d'installations sportives, le premier ministre s'est dit troublé par la perte record de 129 000 emplois en janvier seulement, une saignée qui a fait bondir le taux de chômage de 6,6% en décembre à 7,2% le mois dernier.

Mais il a soutenu que son gouvernement s'attendait à une crise économique difficile, d'où la décision de présenter un budget pour stimuler l'économie qui plongera le gouvernement fédéral dans le rouge de quelque 64 milliards de dollars au moins au cours des deux prochaines années.

M. Harper a aussi affirmé que la situation demeurera extrêmement difficile tant et aussi longtemps que l'économie américaine n'aura pas pris du mieux, rappelant que les États-Unis demeurent "l'épicentre" de la récession mondiale. En janvier, 598 000 emplois ont été perdus en janvier.

"Ce sont évidemment de mauvaises nouvelles. Mais ce qui est encore plus troublant, ce sont les

mauvaises nouvelles en provenance des États-Unis où les pertes sont encore plus importantes. Les pertes d'emplois là-bas s'élèvent maintenant à trois millions depuis le début de la récession. Les États-Unis continuent d'être l'épicentre de la crise et cela est très préoccupant", a dit M. Harper.

Le premier ministre a aussi écarté l'idée de présenter de nouvelles mesures pour soutenir l'économie, comme le réclament certains partis de l'opposition.

"Maintenir notre plan"

"Notre gouvernement a proposé un plan économique aussi important et un déficit aussi imposant parce que nous nous attendions à des défis économiques significatifs et des pertes d'emplois importantes au cours de la prochaine année. Cela dit, nous devons maintenir notre plan. On ne peut pas se permettre au Parlement d'avoir de l'instabilité. On ne peut pas avoir un nouveau plan à chaque semaine, ou à chaque mois ou à chaque fois qu'il y a des chiffres désolants", a dit le premier ministre.

Cette saignée au chapitre de l'emploi en janvier a provoqué une véritable commotion hier à la Chambre des communes. Le Parti libéral, le Bloc québécois et le NPD ont tour à tour exigé de nouvelles mesures à la fois pour soutenir les travailleurs condamnés au chômage et pour relancer l'économie.

Le critique libéral en matière de finances, John McCallum, a exhorté le gouvernement Harper à rendre plus accessibles les prestations d'assurance emploi pour les travailleurs ayant perdu leur emploi, peu importe l'endroit où ils vivent. Il a aussi accusé les conservateurs d'avoir sous-estimé l'ampleur de la crise, jugeant également irréaliste les prévisions contenues dans le budget selon lesquelles les mesures visant à stimuler l'économie permettraient de protéger 190 000 emplois.

"En janvier seulement, 129 000 emplois ont été perdus, soit trois fois plus que prévu et un record de tous les temps. Les conservateurs sous-estiment les problèmes et surestiment leurs solutions", lancé M. McCallum aux Communes.

Le leader parlementaire du Bloc québécois, Pierre Paquette, a affirmé que les dernières statistiques démontrent que la crise économique est plus profonde que ne l'a estimée le gouvernement Harper. Résultat: d'autres mesures seront nécessaires, en plus du budget déposé le 27 janvier, pour atténuer les effets de la récession.

Joël-Denis Bellavance

Le Devoir, 7 février 2009 - Le chômage met de la pression sur Ottawa

La perte record de 129 000 emplois au Canada le mois dernier a de nouveau braqué les projecteurs sur le plan de relance du gouvernement Harper hier, les partis d'opposition exhortant les

conservateurs à accélérer le pas afin de venir en aide aux travailleurs et de stimuler l'économie. Et la saignée ne fait que commencer, ont insisté les spécialistes.

Influencé par la disparition de 101 000 postes dans les industries manufacturières, le taux de chômage est passé de 6,6 % à 7,2 %, ce que le marché du travail n'avait pas vu depuis quatre ans. Dans leur ensemble, les chiffres de Statistique Canada ont fait bondir les économistes, qui s'étonnaient de voir le portrait se dégrader aussi vite et ne s'attendaient qu'à 40 000 emplois perdus au total.

Au Québec, 30 000 personnes du secteur manufacturier se sont retrouvées sur le carreau, comparativement à 27 600 dans les administrations publiques, probablement en raison du fait que des gens avaient été embauchés temporairement pour les élections provinciales.

Le taux de chômage au Québec est passé de 7,3 % à 7,7 %, un sommet en deux ans, et le solde net des pertes d'emplois, aidé par des gains dans certains secteurs, comme le commerce et la restauration, s'est chiffré à 25 800.

«Compte tenu des mises à pied annoncées récemment par quelques entreprises, d'autres pertes d'emploi et des hausses additionnelles du taux de chômage sont à prévoir au cours des prochains mois au Canada et l'ensemble de ses régions», a écrit un économiste de la Banque Laurentienne, Sébastien Lavoie.

Le dévoilement du taux de chômage aux États-Unis a, là aussi, réservé de mauvaises surprises, passant à 7,6 %, du jamais vu depuis la récession de 1992. Le département du Travail a fait état de 600 000 pertes d'emplois en janvier, soit un peu plus qu'en décembre.

À Ottawa, le chômage a donné des munitions aux libéraux, dont le critique en matière de Finances, John McCallum, qui ne s'est pas gêné pour dire que les conservateurs «ne savent pas où ils s'en vont» avec leur plan. Les conservateurs ont également essuyé des attaques du Bloc québécois et du Nouveau Parti démocratique, notamment au sujet du programme d'assurance-emploi et de son engagement à en modifier les modalités pour le rendre plus accessible.

«Le gouvernement va-t-il enfin reconnaître l'urgent besoin d'abolir le délai d'attente de deux semaines et améliorer l'accès à l'assurance-emploi pour les gens dans le besoin?», a demandé la députée Libby Davies, de Vancouver-Est.

Devant ces nouvelles données qui cristallisent les effets de la récession mondiale sur l'économie canadienne, le premier ministre Stephen Harper s'est toutefois montré peu disposé à revenir sur le plan de relance tel que présenté dans le budget du 27 janvier.

Ce plan table sur un recours aux déficits pendant quelques années pour injecter des milliards dans un certain nombre de secteurs, dont les infrastructures. Sur deux ans, Ottawa estime son aide à 40 milliards, un calcul qui ne fait pas l'unanimité.

«Nous n'allons pas dévier de notre trajectoire chaque fois qu'il y a des mauvaises nouvelles», a dit le premier ministre Harper lors d'un passage au Nouveau-Brunswick. «Franchement, le Parlement ne peut pas devenir instable chaque semaine, chaque mois, chaque fois qu'il y a un nouveau chiffre avec des gens qui veulent un nouveau plan. Notre plan de relance est énorme.»

Si son gouvernement a fait de son budget un plan de relance, c'est parce qu'il anticipe des «défis significatifs, y compris des pertes d'emplois cette année», a ajouté M. Harper tel que cité par plusieurs médias qui ont assisté à son point de presse.

Cité par Canadian Press, le ministre des Finances, Jim Flaherty, a dit la veille qu'il était «ouvert à la possibilité d'en faire plus [...] mais que la priorité est de faire adopter le budget et de mettre les stimulants en marche».

Les analystes du secteur privé sur lesquels se base le gouvernement fédéral croient que l'économie canadienne va se contracter de 0,8 % en 2009, mais qu'elle devrait rebondir de 2,4 % l'an prochain. La Banque Toronto-Dominion estime pour sa part que l'économie canadienne va perdre 324 000 emplois au cours de l'année 2009.

Le Québec va, mais...

Pour le Québec, le Mouvement Desjardins prévoit un recul de 0,5 % cette année mais une amélioration de 1,9 % en 2010. De plus, il estime que le Québec est en récession depuis le mois de novembre, et que le taux de chômage va se rendre à 8,5 %.

«Toutefois, le Québec a une situation plus enviable que sa voisine [l'Ontario]», a écrit Joëlle Noreau, économiste au Mouvement Desjardins, en faisant référence à la dépendance ontarienne aux constructeurs automobiles américains qui titubent au bord du gouffre. «Il faut noter, cependant, que le taux de chômage relativement bas au Québec est aussi le résultat d'une faible croissance de la population active. Ceci, à moyen terme, pourrait être plus préoccupant pour la capacité de l'économie québécoise de répondre aux besoins des entreprises qui souhaiteront embaucher lorsque viendra la reprise économique.»

Le nouveau portrait du marché du travail survient au lendemain de déclarations embarrassantes à Ottawa, où Kevin Page, directeur parlementaire du budget, a émis des doutes sur le réalisme des 40 milliards d'aide promis par Ottawa.

Devant le comité des finances de la Chambre des communes, M. Page a dit qu'il fallait plutôt ramener ce chiffre à 32 milliards, car il faut tenir compte de la reconduction de certaines dépenses et des changements à l'assurance-emploi. Et même ces 32 milliards peuvent être remis en question, selon lui, car l'aide aux travaux d'infrastructure s'appuie sur l'aimable collaboration des provinces et des municipalités.

Alors que le gouvernement fédéral estime que son plan créera 190 000 emplois cette année, M. Page en voit plutôt 120 000.

La confiance des entreprises est en baisse et la tempête ne fait que commencer, selon ce qu'a écrit hier l'économiste Diana Petramala. «Si les données de janvier sont un aperçu de ce qui s'en vient, les travailleurs pourraient souffrir encore plus.»

François Desjardins

Le Devoir, 7 février 2009 - Janvier noir pour l'emploi américain : Près de 600 000 postes ont été supprimés aux États-Unis

Les États-Unis ont connu un mois de janvier noir pour l'emploi, marqué par la disparition de près de 600 000 postes de travail, une saignée jamais vue depuis décembre 1974 et la cinquième en importance dans l'histoire récente du pays.

L'année 2009 commence encore plus mal que n'a fini 2008. Avec plus de 2,9 millions de postes détruits, c'était la plus meurtrière pour l'emploi depuis qu'existent des statistiques sur le sujet (1939).

Ces chiffres sont «terribles», mais «la détérioration du marché du travail doit continuer dans les mois à venir», prévient Elsa Dargent, économiste de Natixis. Le taux de chômage de la première puissance économique mondiale atteint maintenant 7,6 % (0,4 point de plus qu'en décembre), son plus haut niveau depuis septembre 1992.

Selon les chiffres publiés hier par le département du Travail, l'économie américaine (hors secteur agricole) a supprimé 598 000 emplois en janvier. C'est plus que ce qu'attendaient les analystes (580 000 postes détruits), contraints de revoir jeudi en forte hausse leur pronostic après un bond des nouvelles inscriptions hebdomadaires au chômage, au plus haut depuis 1982.

Janvier a été le treizième mois consécutif de destructions nettes d'emploi aux États-Unis. Mais le rythme s'accroît et c'est le troisième mois de suite que ces destructions sont supérieures au demi-million de postes: il y en a eu 597 000 en novembre, et 577 000 en décembre.

Le ministère reconnaît que le marché du travail continue «de s'affaiblir de manière spectaculaire». «Depuis le début de la récession en décembre 2007, les pertes d'emplois ont atteint 3,6 millions, dont la moitié environ a eu lieu au cours des trois derniers mois», écrit-il.

Tous les secteurs de l'économie ont été frappés par la baisse, à l'exception notable de celui de l'éducation et des soins de santé, qui a créé 54 000 emplois, et du secteur public, qui en a créé 6000. Secteur sinistré depuis deux ans, l'industrie a encore perdu 319 000 emplois. Le secteur tertiaire, qui emploie près de 85 % de la main-d'oeuvre non agricole, a perdu 279 000 postes de travail, après 327 000, en décembre.

Les États-Unis comptent désormais officiellement 11,6 millions de chômeurs, auxquels s'ajoutent

plus de 5,8 millions de personnes disant vouloir trouver un emploi mais échappant aux statistiques du chômage pour diverses raisons.

La majeure partie ne perçoit pas d'allocations, puisque les États-Unis ne comptaient que 4,8 millions de chômeurs indemnisés au 24 janvier (un record toutefois pour cette statistique publiée depuis 1967). Selon le ministère, 7,8 millions de personnes sont contraintes de travailler à temps partiel contre leur gré du fait de la conjoncture économique, soit environ 70 % de plus qu'un an plus tôt.

Après la publication de ces chiffres, la Maison-Blanche a accentué la pression sur le Congrès pour qu'il adopte rapidement le plan de relance discuté depuis maintenant plusieurs semaines et censé sauver ou créer de 3 à 4 millions d'emplois. Le président Barack Obama a jugé «irresponsable» et «inexcusable» le retard pris pour l'adoption de ce plan au Sénat, face à la situation.

«Malheureusement», estime Nigel Gault, économiste au cabinet IHS Global Insight, «l'économie est engagée dans une descente à la pente tellement raide que l'on voit mal comment ce plan pourra donner une impulsion suffisamment rapide pour changer un tant soit peu les choses en 2009».

Année 2008

L'année 2008 a été la plus meurtrière pour l'emploi aux États-Unis depuis 1939, date jusqu'à laquelle remontent les archives du département du Travail. Selon les chiffres publiés hier par ce ministère, 2,974 millions d'emplois ont été détruits en données corrigées l'an dernier. Le ministère a revu en forte hausse le nombre d'emplois détruits en décembre (à 577 000 au lieu de 524 000 annoncés il y a un mois) et en novembre (à 597 000 au lieu de 584 000). Cette révision fait de 2008 une année pire pour l'emploi que 1945, année au cours de laquelle les États-Unis avaient perdu 2,750 millions de postes de travail.

En données brutes, l'économie américaine a perdu 2,928 millions de postes de travail en 2008, contre 2,628 millions en 1945.

Les chiffres pour 2008 sont encore provisoires, le ministère devant donner son chiffre définitif pour le mois de décembre lors de son rapport sur l'emploi de février, attendu pour le premier vendredi du mois de mars.